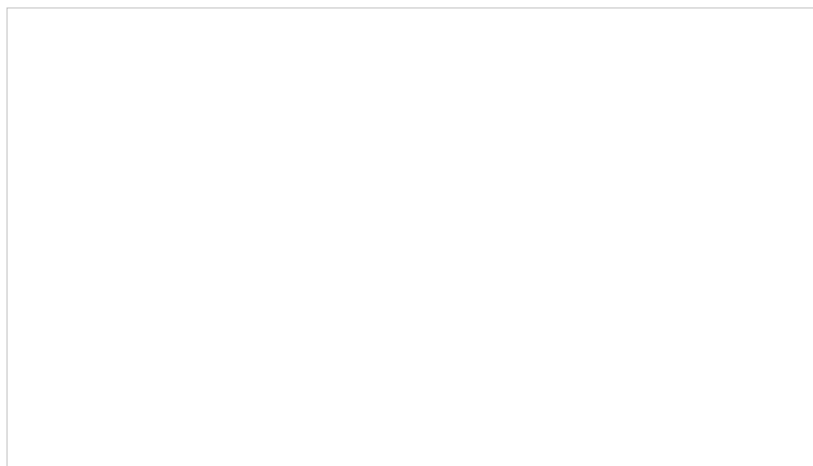




Actus Agricoles

Concluant le Grand rendez-vous de la Souveraineté alimentaire organisé le 18 mai 2021 par la profession, le président de la République a annoncé un nouveau dispositif d'assurance récolte et un Varenne de l'eau avant l'été.

Remporté le pari de la souveraineté alimentaire, c'est d'abord s'adapter aux changements climatiques. « Il y a une accélération des aléas climatiques depuis dix ans. Nous allons ouvrir le chantier de l'assurance récolte pour répondre aux catastrophes », a affirmé Emmanuel Macron le 18 mai, lors du Grand rendez-vous de la Souveraineté alimentaire organisé par le Conseil de l'agriculture française (FNSEA, JA, APCA, Coop de France...) à l'occasion de la semaine de l'agriculture.

Selon le Chef de l'Etat, les systèmes actuels ont montré leurs limites et doivent être entièrement repensés. « Nous ne pouvons pas demander aux agriculteurs de s'assurer seuls. Il va y avoir un financement public pour convaincre les agriculteurs de souscrire au régime d'assurance récolte », a-t-il promis. Emmanuel Macron voit dans ce nouveau système un des leviers pour aider l'agriculture française à regagner en compétitivité.

Du pragmatisme et de la réactivité

Un autre levier réside la maîtrise de l'eau. Le Président de la République a confirmé la tenue d'un Varenne de l'eau et du climat d'ici l'été pour faciliter la création de retenues collinaires. Appelant au pragmatisme, Julien Denormandie l'avait annoncé dans une tribune parue le 25 avril dans le Journal du Dimanche (JDD). « Nous allons mettre à plat les projets pour simplifier les règles et avancer plus rapidement. L'objectif est de lever les points de blocage et définir une méthodologie pour pouvoir lancer des projets en quelques mois ».

Le pragmatisme, le Chef de l'Etat appelle aussi à en avoir en matière de réduction de l'usage des produits phytosanitaires. « Je ne laisserai jamais les agriculteurs sans solution. (...) On peut avancer sur des alternatives ou des substituts ». Sur ce dossier, les leviers seront la recherche et l'aide à l'investissement.

Des prix rémunérateurs

Pour Emmanuel Macron, la souveraineté alimentaire repose aussi sur une juste rémunération des producteurs. « Vivre de son travail, c'est la mère des batailles », a souligné le Chef de l'Etat. Si la loi Egalim a permis des avancées, dans le lait par exemple, ce n'est pas le cas dans tous les secteurs, dans la filière bovine notamment. « Il faut compléter ce travail. Aller plus loin. Si les producteurs ne s'organisent pas en organisation de producteurs, on aura beaucoup de mal à avancer ». Le ministre de l'Agriculture devrait ainsi présenter dans les prochains jours un nouveau projet de loi sur les négociations commerciales. « Les négociations commerciales ne sont pas satisfaisantes. Il faut changer plus profondément les choses et permettre une meilleure prise en compte des coûts de production agricoles », a-t-il déclaré.

Côté Pac, Emmanuel Macron a dit militer pour que chaque Etat membre avance au même rythme, notamment en matière environnementale et sur le coût de la main d'œuvre. Il veut aussi imposer les normes européennes aux pays tiers.

source : <https://www.agiragri.com/fr/blog/actualites/article/emmanuel-macron-met-en-chantier-assurance-recolte/>